

JE ME DÉBROUILLE , TU TE DÉBROUILLES EMBROUILLONS -LES !

printemps 2012

par les CAFards de Montreuil, collectif de chômeurs et précaires

Chasse aux fraudeurs ? Pas de honte qui tienne ! Organisons-nous !

RSastes socle ou chapeau, chômeurs de fraîche ou longue date, salariés en pause ou en arrêt-maladie, intermittents, intérimaires, mères ou pères isolés, précaires, étudiants avec ou sans allocation logement, employés au quart de smic, avec ou sans papiers... Nous sommes des centaines de milliers, rien qu'en Ile-de-France, à avoir à faire avec les institutions sociales.

Aujourd'hui, dans chaque antenne CAF, des affiches intimident les allocataires avec la description des amendes et peines de prison qu'ils pourraient encourir en cas de fraude ou de simple protestation. Partout, à Pôle emploi, à la Sécu ou ailleurs, nous sommes tous présumés coupables. Tout allocataire est pour l'institution sociale un fraudeur en puissance et donc contraint d'accepter n'importe quel contrôle s'il veut toucher ses maigres allocations de survie.

La chasse aux fraudeurs fait partie des discours de campagne présidentielle : « Frauder, c'est voler » annoncent les spots publicitaires ministériels. Le gouvernement publicise les chiffres de LA fraude et organise la confusion : la fraude patronale et la fraude aux allocations sont mises dans le même panier. On se félicite alors de la mise en place d'un arsenal de lutte contre la fraude et on enjoint tout le monde, toutes classes sociales confondues, à participer à cette guerre pour défendre l'intérêt commun, pour perpétuer l'ordre social. Ainsi celui qui « triche » aux allocations tricherait au détriment de la société-même. Comme si les patrons et leurs salariés, Bettencourt et sa femme de ménage, un millionnaire tétraplégique et son aide à domicile, avaient le même intérêt. Il s'agit bien là de nier tout antagonisme de classe.

Cette campagne de chasse aux fraudeurs permet aussi aux gouvernants de prétendre mener des actions concrètes contre la « crise », et de rassurer tous ceux qui sont inquiets par la dégradation de leurs conditions de vie : on construit ainsi le modèle d'un mauvais pauvre qui serait individuellement responsable de la misère organisée de cette société. On pourra bien parler de moraliser les banques et la finance, mais la domination capitaliste reste elle une évidence intouchable. (suite p.2)

SOMMAIRE

- P.1 CHASSE AUX FRAUDEURS?
PAS DE HONTE QUI TIENNE !**
- P.2 LE COLLECTIF DE CHÔMEUR-SES ET PRÉCAIRES DE
DE LILLE AU CLUB DE LA PRESSE**
- P.3 ORGANISONS-NOUS FACE AUX CONTRÔLES
DOMICILIAIRES CAF !**
- P.4 DETTE ET AUSTÉRITÉ, LE MODELE ALLEMAND
DU PLEIN EMPLOI PRÉCAIRE**
- P.5 DEPUIS LA PÉRIPHÉRIE (EXTRAIT)**
- P.6 FAIRE DÉRAILLER LE TRAIN POUR L'EMPLOI
(ACTIONS A RENNES ET LILLE)**
- P.7 APRES UNE TENTATIVE D'IMMOLATION,
TOUT EST REDEVENU NORMAL
AU PÔLE EMPLOI DE DIEPPE. NORMAL?**
- P.8 RENCONTRONS-NOUS AU CAFÉ DES CAFARDS**

La chasse aux fraudeurs est un appel à la délation, un appel à la démarcation : *Montre-moi que tu es un bon pauvre, fais-toi contrôler, fais du zèle, montre ta bonne foi au prix de ta liberté et de ta dignité, cours, cours plus vite que ton collègue de taf, démarque-toi des chômeurs faibles et l'institution tamponnera ta bonne foi, ta disponibilité à accepter tout et n'importe quoi.*

La chasse aux fraudeurs est également un instrument de peur. Ça marche tellement bien que beaucoup de potentiels allocataires ne demandent même pas ce à quoi ils ont droit. Ça marche tellement bien que nous nous soumettons, trop souvent sans nous battre, à des contrôles, à des humiliations, à l'arbitraire. À la CAF comme dans l'emploi, la culpabilisation, la peur de se faire radier ou virer – jusqu'à se faire criminaliser – neutralisent toute forme de protestation, voire de révolte.

Ces modalités de stigmatisation et de division s'appuient évidemment sur la défense de la valeur-travail. C'est ainsi que le gouvernement prétend redonner leur dignité aux RSastes et annonce, en novembre 2011, le lancement dans plusieurs départements d'une expérimentation de travail obligatoire de 7 heures par semaine en échange du maintien de l'allocation. Et c'est encore au nom de la valeur-travail que le candidat de la majorité a proposé d'obliger les chômeurs à suivre des formations bidons et d'accepter la première offre d'emploi venue.

Naturellement, en cette période de campagne, toute la gauche s'est offusquée de cette proposition mais n'oublions pas qu'en 1998, en plein mouvement des chômeurs, le socialiste Lionel Jospin alors premier ministre de la cohabitation déclarait qu'il voulait « une société de travail pas d'assistance ».

Alors chers assistés, contre ces attaques actuelles et à venir, pas de honte qui tienne, organisons-nous.

Pour ne pas nous laisser écraser définitivement, il est temps que toutes ces questions sortent plus largement au grand jour et ne restent pas cantonnées dans la sphère individuelle ou privée.

Que mille collectifs fleurissent sur les décombres du plein emploi !



**Plutôt
chômeur
que
contrôleur**

Le Collectif de chômeur-ses et précaires de Lille s'invite au Club de la Presse (CAF).

« Ce matin du 24 janvier 2012, une délégation du collectif de chômeur-ses et précaires de Lille a envahi le Club de la Presse du Nord Pas-de-Calais, alors que M. Daniel Forafo, président de la CAF du Nord, s'appropriait à présenter ses « vœux » en huis clos, face à une maigre poignée de journalistes.

...

Nous avons profité de cette occasion pour dénoncer la politique malsaine dont font l'objet les allocataires de la CAF : suspicion généralisée sous couvert de « lutte contre la fraude », imposition de « l'offre raisonnable d'emploi » pour les RSastes et bientôt les CUI obligatoires de 7 heures par semaine pour à peine 120 euros de plus par mois (soit moins de 5 euros de l'heure). Dans ce climat qui vise à criminaliser les plus pauvres, les populations les plus précaires sont aussi les plus stigmatisées (les femmes célibataires, les jeunes, les sans-papiers, les Roms, subissent le harcèlement administratif et le non-versement des prestations familiales).

...

À aucun moment, M. Forafo n'a contesté nos arguments concernant le soit-disant préjudice de la fraude aux allocations, trois fois moins important que le montant des allocations non réclamées / versées. »

Extraits du tract distribué par le COLLECTIF DE CHÔMEUR-SE-S ET PRÉCAIRES DE LILLE (CCPL 59)
<http://ccpl59.over-blog.com/>

AUTODÉFENSE DES PRÉCAIRES !

ORGANISONS-NOUS FACE AUX

CONTRÔLES DOMICILIAIRES CAF !

En tant qu'allocataires de la CAF - que nous touchions l'aide au logement (APL, ALS), le RSA chapeau ou socle, l'ex API (maintenant appelée RSA majoré), les allocations familiales...- , nous sommes tous susceptibles d'être contrôlés à notre domicile. Environ 300 000 contrôles domiciliaires sont effectués chaque année. Autant de personnes qui un jour ont vu débarquer un contrôleur de la CAF chez elles. Et souvent c'est la panique. On a l'impression que le contrôleur est tout puissant et souvent on ne connaît pas nos droits.

Pourquoi cela tombe sur moi ?

Qu'est-ce qu'un contrôle domiciliaire ?

Que faire dans le cas d'une visite surprise ?

Qu'est-ce qu'un agent contrôleur de la CAF ?

Que faire quand le contrôleur demande à voir les relevés de compte ?

Qu'est-ce qu'une enquête de voisinage ?

Comment obtenir le rapport de contrôle ?

Quels sont les recours possibles ?

Est-ce que les allocations sont suspendues pendant un contrôle ?

Comment contrôler les contrôleurs ?



Pour répondre à toutes ces questions nous avons rédigé un petit

GUIDE SUR LES CONTRÔLES DOMICILIAIRES DE LA CAF.

Il est consultable en ligne à cette adresse: http://www.cip-idf.org/article.php3?id_article=5808
et téléchargeable sur le blog des CAFards: <https://cafard93.wordpress.com>

LE PLUS PRÉCIEUX DES CONSEILS QUE NOUS POUVONS DONNER EST DE NE PAS RESTER SEUL FACE À CETTE INTRUSION DANS NOTRE VIE PRIVÉE ET DE RECEVOIR LE CONTRÔLEUR À PLUSIEURS !

En guise d'introduction au guide nous avons également réalisé un

DOCUMENT SONORE DE 20 MINUTES, "N'AVOUE JAMAIS",

il est écoutable en ligne et téléchargeable à ces deux adresses :

http://www.cip-idf.org/article.php3?id_article=6131

<http://sonsenluttres.net/spip.php?article441>

N'hésitez pas à en faire usage et à le partager !

Dette et austérité, le modèle allemand du plein emploi précaire

En ces temps de crise, tout est bon pour trouver des responsables. Si ici les fraudeurs et les assistés sont montrés du doigt, au niveau européen ce sont des pays tels que la Grèce, le Portugal, l'Espagne ou l'Italie qui sont les vilains petits canards, ceux qui vivent au-dessus de leurs moyens. Et comme sortie de crise, partout, on nous vante les mérites du modèle allemand. Voici donc dans ce contexte électoral, quelques éléments pour relativiser les bienfaits de ce modèle et voir à quelle sauce nous risquons d'être mangés.

Au parlement européen, Daniel Cohn-Bendit, eurodéputé Europe Écologie les Verts, a interpellé Angela Merkel, chef du gouvernement allemand : « Comment est-il possible qu'un pays riche comme l'Allemagne ait 20% de pauvres ? ». Mais la question de l'eurodéputé écologiste est bien hypocrite et cynique puisque c'est le gouvernement « rouge-vert » (sociaux-démocrates et verts) de Schröder qui, entre 2000 et 2005, a introduit l'essentiel des lois à l'origine de la situation actuelle : celle d'un « plein emploi précaire » qui a opéré la transformation des chômeurs et des « inactifs » en une masse impressionnante de « travailleurs pauvres ».

Un peu d'histoire et quelques données sont nécessaires pour mettre en lumière les misères d'un modèle allemand que l'Europe, le FMI (Fonds monétaire international) et la BCE (Banque centrale européenne) sont en train d'imposer à tous les pays européens.

Cela fait 10 ans que l'Allemagne poursuit des politiques de flexibilisation et de précarisation du marché de l'emploi et de coupes sombres dans l'État social. Entre 1999 et 2005, le gouvernement « rouge-vert » a en effet mené quatre réformes de l'assurance chômage et du marché de l'emploi (les quatre lois Harzt), chacune étant particulièrement catastrophique. En janvier 2003, la loi Harzt II introduit les contrats « Mini-job » qui constituent une sorte de travail au noir légalisé (ils exonèrent les employeurs des cotisations sociales et n'assurent aux employés ni assurance-chômage ni retraite) et « Midi-job » au salaire de 400 à 800 euros par mois, en incitant tout le monde à devenir « entrepreneur » de sa propre misère. En janvier 2004, la loi Hartz III restructure les agences nationales et fédérales pour l'emploi en vue d'intensifier le contrôle, ainsi que le suivi des comportements et de la vie des travailleurs pauvres. Une fois préparés ces dispositifs de gouvernement des travailleurs pauvres, le gouvernement approuve une série de lois pour les « produire ».

Entrée en vigueur le 1er janvier 2005, la loi Hartz IV prévoit, entre autres, la réduction de la durée des indemnités de trois ans à maximum un an, le durcissement des conditions d'accès, et l'obligation d'accepter tout emploi proposé. Pour ouvrir des droits à l'assurance-chômage, il faut désormais avoir été employé pendant douze mois au cours des deux années précédant la perte d'emploi; après un an d'allocations chômage, le chômeur perçoit l'aide sociale, équivalent du RSA, de 374 euros. Cette loi prévoit aussi la réduction des indemnités versées aux chômeurs de longue durée qui refuseraient d'accepter des emplois en dessous de leur qualification (les chômeurs doivent accepter des postes pour un salaire de 1 euro de l'heure, additionnel à l'allocation chômage qu'ils perçoivent); la possibilité de

réduire les allocations des chômeurs qui possèdent des économies, et pour cela un droit d'accès aux comptes bancaires des « assistés » ; la possibilité également de décider du standard de l'appartement de l'« assisté » et d'exiger, le cas échéant, un déménagement.

On estime à 6,6 millions de personnes - dont 1,7 millions d'enfants - les bénéficiaires de l'aide sociale d'Hartz IV. Les 4,9 millions d'adultes sont en réalité des travailleurs pauvres employés moins de 15 heures par semaine. En mai 2011, les statistiques officielles faisaient désormais état de 5 millions de Mini-jobs, avec une augmentation de 47,7% devancé par un boom de l'intérim qui atteint 134%. Ces formes de contrats sont également très répandues chez les retraités : 660 000 d'entre eux combinent leurs pensions à un Mini-job. Une partie importante de la population, 21,7%, est employée à temps partiel en 2010.

Le bureau Destatis, l'équivalent de l'Insee en France, a mesuré l'augmentation de la précarité et des formes qu'elle recouvre : entre 1999 et 2009, toutes les formes de travail atypiques se sont accrues d'au moins 20%. Les plus touchés sont les familles monoparentales (les femmes) et les seniors. Dans les conditions du plein emploi précaire, le taux officiel de chômage affiché comme une marque du « miracle économique allemand » ne signifie pas grand chose !

En expansion rapide, cette armée de travailleurs pauvres n'est pas composée exclusivement d'employés à statut précaire mais aussi de travailleurs en CDI et à temps complet. En août 2010, un rapport de l'Institut du travail de l'université de Duisbourg-Essen a en effet établi qu'en Allemagne plus de 6,55 millions de personnes touchent moins de 10 euros brut de l'heure - soit 2,26 millions de personnes en plus en 10 ans. Ce sont en majorité d'anciens chômeurs que le système Hartz a réussi à "activer" : des moins de 25 ans, des étrangers et des femmes (69% du total). En outre, 2 millions d'employés gagnent Outre-Rhin moins de 6 euros de l'heure et en ex-RDA, ils sont nombreux à vivre avec moins de 4 euros par heure, c'est-à-dire moins de 720 euros par mois pour un temps complet. Résultat, les travailleurs pauvres représentent près de 20 % des employés allemands. Pendant la crise financière, le gouvernement a massivement recouru au chômage partiel qui permet aux entreprises de ne verser que 60% de la rémunération normale aux salariés et de ne payer que la moitié des cotisations sociales.

Dix ans après la première loi Hartz les résultats sont meurtriers. Et il ne s'agit pas là d'une métaphore ! L'espérance de vie des plus pauvres - ceux qui ne disposent que des trois-quarts du revenu moyen - recule en Allemagne ; pour les personnes à bas revenus, elle est tombée de 77,5 ans en 2001 à 75,5 ans en 2011 selon les chiffres officiels ; dans les Länder de l'Est du pays, c'est pire, l'espérance de vie est passée de 77,9 ans à 74,1 ans. L'Allemagne est le premier pays d'Europe à suivre les USA sur la voie du progrès libéral. Encore deux décennies d'efforts pour « sauver le régime des retraites » et la mort coïncidera avec l'âge de la retraite. La guerre interne a aussi ses « frappes chirurgicales » ciblées. Toutes choses égales par ailleurs, dans l'ancienne Allemagne de l'Est, l'espérance de vie tomberait à 66 ans, juste avant les 67 ans du droit à la retraite.

« *Mors tua, vita mea* », « Ta mort t'appartient, ta vie est mienne ». Qu'importe ! L'Économie est saine, les « agences » la notent bien, les créditeurs s'empressent et l'espérance de vie de la partie la plus riche de la population continue de progresser.

Faire de la pauvreté et de la précarisation une variable stratégique de la flexibilité du marché de l'emploi, telle est la politique mise en œuvre en Italie, au Portugal, en Grèce, en Espagne, en Angleterre et en Irlande. La « réforme » du marché de l'emploi que le gouvernement italien est en train d'organiser s'inspire directement du modèle allemand. Le Ministre du Travail et des politiques sociales, Elsa Fornero, le dit très clairement dans la *Stampa* du 4 mars : « L'exemple le plus proche d'une réforme générale du marché du travail et de la protection sociale – si on excepte le processus entamé récemment par l'Espagne – nous est offert par les interventions réalisées en Allemagne il y a dix ans, quand le pays était considéré comme le « malade de l'Europe », incapable de croître faute de dépasser le poids de la réunification. Les réformes allemandes ont concerné tous les aspects du marché du travail et du *Welfare* : amélioration des instruments de formation professionnelle, soutien à la participation au marché du travail et à l'emploi, même partiel, des couches sociales moins favorisées ; liaison plus forte entre la jouissance de traitements particuliers et l'effectivité de l'action de requalification et de recherche de travail ; développement de l'activité de centres pour l'emploi ; introduction de plus de flexibilité aussi bien à travers de nouveaux types de contrats qu'à travers la négociation entre entreprise et travailleur ».

Sous le chantage de la dette, l'État veut achever le passage entamé dans les années 80 du *Welfare* (droits et services sociaux) au *Workfare* (subordination des politiques sociales à la disponibilité et à la flexibilité d'un plein emploi précaire). Le tournant autoritaire du néo-libéralisme est en train d'en finir avec le « modèle social européen », car, comme l'affirme l'inénarrable Mario Draghi, président de la BCE, on ne peut plus se permettre de « payer les gens sans qu'ils travaillent ».

Ce texte est disponible dans son intégralité sur le site de la coordination des intermittents et précaires d'Île-de-France, à l'adresse : http://www.cip-idf.org/article.php3?id_article=6023



On veut le fric sans contrepartie



Non, nous n'avons pas cherché à être chômeuses, c'est le seul endroit où l'on peut trouver de l'argent pour payer les loyers, la nourriture... et développer nos activités. Non, ce n'est pas notre faute si ce système fonctionne par destruction massive de postes d'emploi, de modes de vie et des ressources environnementales ; et oriente l'offre de travail vers le tout commercial et sécuritaire. Non, vous n'arriverez pas à nous faire croire que le problème est le chômage et singulièrement les chômeurs quand depuis près de trente ans tous les békés du monde et les rentiers de la finance s'en foutent plein les poches. Non, on refuse de prendre sur nous et d'adhérer à votre violence, à celle que tous les jours les grands parleurs des ondes s'empressent de taire. La violence, simple, coutumière et brutale des logiques d'expropriation des savoir-faire, d'extorsion de la plus-value, des modes d'organisation et/ou d'évaluation du travail qui poussent les travailleurs à bosser plus pour moins d'argent ; l'abrutissement, la bêtise et le non sens pour une grande majorité de salariés d'effectuer des tâches répétitives ou de vendre des produits dont ils sont les premiers à n'en avoir rien à foutre, on la tait. Cette violence multiforme – avec tout ce qu'elle comporte comme dépréciation de soi, de stress, d'épuisement physique, mental et évidemment de restructurations, de licenciements – produit pour une grande part le chômage. Et cette condition pour nombre de chômeurs est plus subie que détournée, contournée, réappropriée.

Ce texte est extrait de « *Depuis la périphérie* », du collectif de chômeurs belges *choming-out*.
www.choming-out.collectifs.net

FAIRE DÉRAILLER LE TRAIN POUR L'EMPLOI

En mars dernier, en partenariat avec Pôle emploi, Mac Donald's, la SCNF, la Poste, la Défense nationale et bien d'autres, le « train pour l'emploi et l'égalité des chances » s'est arrêté dans plusieurs villes de France. À base de séances de relooking de dix minutes et de job dating (des sessions de recrutement éclair), il a « pour objectif principal de faire découvrir aux demandeurs d'emploi, aux étudiants et au grand public des formations ainsi que des offres d'emploi près de chez eux ». Le 15 mars à Rennes, l'Assemblée Occupons Pôle emploi montait à bord pour y distribuer un tract et discuter avec les chômeurs présents. Le 24 mars, l'Assemblée contre la précarisation faisait de même à Marseille. Voici quelques extraits de textes distribués :*

Rennes

Contre la morosité ambiante*, opération relooking ! ®
Le « train pour l'emploi » 2012 passe aujourd'hui à Rennes. Comme le dit sa plaquette de présentation, une de ses fonctions principales consiste à nous « motiver, coacher, relooker »*. Il est vrai que pour ces « communicants », grands cadres du Pôle Emploi, de la SNCF, de la Poste... nous devons faire peine à voir. A nous qui sommes assez égoïstes pour ne pas renoncer à nos allocations de survie, qui nous acharnons à ne rien trouver d'autre que des petits boulots précaires, et sommes pourtant assez prétentieux pour solliciter une embauche sans être en mesure de « présenter un véritable projet professionnel »*, ces gagnants vont nous montrer la voie à suivre pour devenir comme eux.

...

Sachez, mesdames et messieurs les grands managers, les coachs, les DRH, que nous qui venons ici, pour contester cette mascarade ou pour postuler à une offre parce que nous avons besoin de boulot, nous n'avons aucune envie de vous ressembler ; que même si nous sommes souriants, bien peignés, que nous vous « donnons envie »* de nous embaucher, nous n'avons aucune espèce de sympathie pour vous. Nous savons très bien que vous êtes au service de la logique du profit, et que ce même profit exige de nous y enrôler.

...

Mais sachez-le, il est des « demandeurs d'emploi » qui sont à l'origine du printemps arabe, et qui continuent aujourd'hui à se battre pour l'embauche et la dignité ; sachez qu'il y a en Grèce des salariés non payés depuis des semaines qui virent leurs managers et autogèrent des hôpitaux, dispensant des soins gratuits pour les précaires ; et que vous risquez fort d'être un jour « évalués » pour votre haute contribution au progrès social.

* Citation du « dossier de presse » Train Emploi 2012

Mouvement des chômeurs et précaires en lutte (MCPL),
Rennes
<http://mcpl.revolublog.com/>

Marseille

« Venez, venez, les règles du jeu sont les mêmes pour tous », « égalité des chances », ces gestionnaires de la misère nous le rappellent. Un-e conseiller-ère « bonne présentation » est là pour vous défigurer en dix minutes afin que vous puissiez vous entretenir avec un DRH ou des recruteurs-euses. « Aurez-vous le bon contact social ? », cette tâche est dévolue à l'entreprise Beauty Bubble, présente dans le train, qui vous offre pas moins de 2 emplois sur 2317 proposés.

...

Il vous faudra aussi un CV bien lisse, sans taches, sans périodes d'inactivité, en somme racoleur.

...

Chômeurs-euses, on vous demande d'être « disponibles » aux besoins de l'entreprise, qu'importe ce qu'on vous propose, emplois à temps partiel et variable, vacataires, emplois alternant avec des périodes de chômage technique, qu'importe le type de contrats. Chez le groupe La Poste, l'un des principaux partenaires du train, les tendances sont comme partout à la sous-traitance et à la multiplication des emplois de vacataire. C'est-à-dire : « Sois dispo quand je t'appelle, et à la minute-même, ou j'appelle ton voisin, aussi fauché que toi ». Au niveau législatif, on voit aussi se multiplier les propositions de lois pour l'emploi facilitant la mise au chômage technique, ou le travail à temps partiel variable, etc.

...

Derrière cette idée d'« égalité des chances », c'est la compétition de tous-tes contre tous-tes pour l'emploi. « Que le meilleur gagne ! et tant pis pour toi si tu restes sur le carreau, on t'a donné ta chance ».

...

Derrière le vocabulaire du management à tout-va : flexibilité, disponibilité, mobilité, dynamisme, esprit d'entreprise, on cache de vieilles pratiques bien connues : exploiter plus efficacement la main d'œuvre, engranger plus de profits, et baisser les salaires.

Assemblée contre la précarisation, Marseille
<http://contrelapreca.eklablog.com/>

Après une tentative d'immolation par le feu, tout est redevenu normal au Pôle emploi de Dieppe

Le 26 mars 2012, un chômeur radié pour "absence à convocation téléphonique" a tenté d'en finir en s'immolant par le feu dans les locaux de son agence. Le texte ci-dessous a été écrit par une des animatrices du site www.recours-radiation.fr. Cette ancienne agente de l'ANPE postait ce texte sur le site "la fusion pour les nuls" (site d'agents du Pôle emploi créé après la fusion ASSEDIC-ANPE) en réponse à un article de journal qui se concluait ainsi :

« Le drame a pu être évité de justesse, grâce à beaucoup d'écoute et de psychologie. Une heure après les faits, tout était redevenu normal au sein de l'agence Pôle emploi de Dieppe. »

NORMAL ?

NORMAL de ne pas savoir comment son indemnisation est calculée ?

NORMAL de se voir réclamer des indus non expliqués non justifiés ?

NORMAL ces convocations qui arrivent sans crier gare par internet, ou qui n'arrivent jamais ?

NORMAL de mettre autant de distance avec les chômeurs comme s'ils étaient atteints d'une maladie contagieuse : 39 49, internet, convocations à des entretiens téléphoniques ?

NORMAL cette boîte qui n'a plus rien d'un service public et qui rend dingue aussi bien les chômeurs que ses salariés ?

NORMAL cet univers qualifié de Kafkaïen par tous ceux qui le fréquentent de près ou de loin ?

NORMAL que pendant des années le Directeur Général de Pôle Emploi (M. CHARPY) a persisté à nier l'existence des radiations en les qualifiant de "fantasme" ?

NORMAL d'obliger les chômeurs à accepter des contrats dits aidés qui ne les aident qu'à se déqualifier, à s'enfoncer un peu plus dans la précarité ?

NORMAL que Pôle Emploi impose aux chômeurs, sous peine de radiation, une énième prestation pour apprendre à chercher un emploi faute de pouvoir leur en proposer un ?

NORMAL que les chômeurs se rendent à leur entretien la peur au ventre ?

NORMAL de se faire traiter de fainéant, d'assisté, de cancer de la société, de fraudeur (j'en passe et des meilleurs) au journal télévisé, à des heures de grande écoute, par des responsables politiques ?

NORMAL que les Pôle Emploi se barricadent, s'équipent de caméras, de sonnettes d'alarme, de vigiles telles des banques qui se protègent contre des braqueurs ?

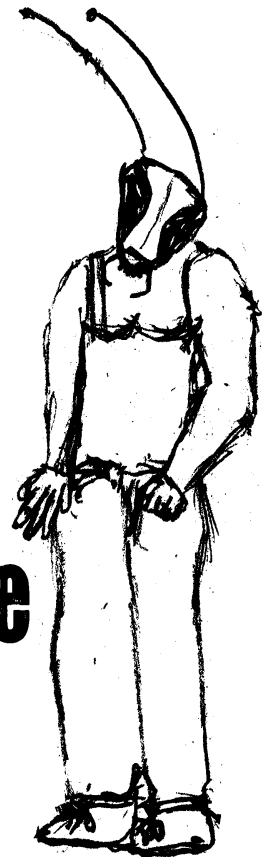
NORMAL qu'il faille attendre qu'un chômeur s'arrose d'un liquide inflammable et sorte des allumettes pour qu'il puisse être enfin écouté avec un peu de psychologie ?

NORMAL qu'une heure après un acte pareil, tout redevienne "NORMAL" ?

NON rien de NORMAL dans tout ça, qu'attendons-nous pour agir ?

Que les tentatives d'immolation devant les Pôle Emploi deviennent un sport national ?

Plutôt
chômeuse
que
manageuse



Rosecelavi

En cas de radiation du Pôle emploi n'hésitez pas à consulter le site
WWW.RECOURS-RADIATION.FR
qui apporte bien des informations et conseils juridiques !

En Ile-de-France, nous sommes des centaines de milliers à dépendre, pour nos revenus, le logement, bref pour vivre, des institutions sociales ; des centaines de milliers à être considérés par la CAF, Pôle-Emploi, ou la Sécu, comme des fraudeurs en puissance, des mauvais pauvres à rééduquer, et à ce titre, contraints de nous soumettre à des contrôles, des humiliations et à l'arbitraire, pour conserver nos maigres allocations.

Au chômage comme dans l'emploi, la culpabilisation, la peur de se faire radier ou virer tend à neutraliser toute défense collective. Pour s'opposer à cette politique, les CAFards, collectif de chômeuses et précaires, proposent un rendez-vous une fois par mois pour échanger les expériences, débrouiller ensemble des dossiers litigieux, s'organiser pour partager les moyens de se défendre et affirmer d'autres valeurs que celles du travail et du mérite, d'autres désirs que ceux que cette société veut nous faire intérioriser.

**Ils cherchent à nous enfermer dans la peur et l'isolement,
nous avons à inventer de nouvelles formes de lutte et de solidarité !**



Avec ou sans papiers, chômeurs des banlieues, jeunes sans allocations, étudiants en intérim, rmistes en fin de droit (rsastes), auto-entrepreneurs en faillite (existentielle), révoltés au RSA (Rage Système Against), coureurs d'intérim à bout de souffle, avec ou sans logement, chômeurs à temps partiel, salariés au lance-pierres, trimards de l'associatif, managés aux affects, relookés au flashball, ouvriers du Queer, démissionnaires sans allocs, retraités, maltraités, sur-diplômés en dispomobilité, trieurs de nuit, de zinc et autres dénicheurs d'encombrants sauvages, biffins de tous les pays (unissez-vous), intermittents du RSA, travailleurs sociaux en crise de remise au travail, agents à genoux de pôle emploi...

**RETROUVONS-NOUS
AU CAFÉ DES CAFARDS
TOUS LES 1ER VENDREDI DU MOIS, DE 16H30 À 19H30**

au Rémouleur, 106 rue Victor Hugo, Bagnolet, Métro Robespierre ou Gallieni

(prochains cafés les 4 mai et 1er juin)

cafardsdemontreuil@riseup.net

<https://cafard93.wordpress.com>